À QUI PROFITE LA GUERRE ?

GÉNOCIDE À GAZA, INVASION DE L'UKRAINE, TENSIONS CROISSANTES AVEC LA CHINE, CONFLITS EN AFRIQUE ET AU MOYEN-ORIENT… LA DÉCENNIE 2020 MARQUE L'OUVERTURE D'UN NOUVEAU CYCLE D'ESCALADE MILITAIRE, PROVOQUANT DES CENTAINES DE MILLIERS DE MORTS ET DE MUTILATIONS À TRAVERS LE MONDE.

Les peuples aspirent à la paix, mais les budgets militaires explosent au sein de l'Otan et de l'Union européenne – y compris en France. Les marchands de mort se frottent les mains, et profitent d'un marché juteux dans lequel les États injectent des centaines de milliards sans contrôle démocratique – qui seraient mieux employés à des investissements au service des populations et du droit international. Afin d'assurer les conditions de notre indépendance et de notre capacité d'initiative internationale et pour sortir de la logique des alliances à objectif militaire, la France doit se retirer de l'Otan.

CONSTRUIRE UN AUTRE MODÈLE, POUR LA PAIX ET LA SOUVERAINETÉ

Le droit à la paix, à la sécurité et à la liberté de circulation de tout être humain et des populations doit constituer une obligation fondamentale des États et des institutions internationales. La CGT propose :

LA RÉORIENTATION MASSIVE DES CRÉDITS PUBLICS

- Priorité à la santé, à l'éducation, au logement social et aux transports, secteurs à fort effet d'entraînement économique et social.
- Dans le secteur de la Défense, le secours, l'assistance des populations ainsi que la surveillance des territoires doivent bénéficier des moyens financiers, matériels et humains nécessaires à leur mise en œuvre.

LA FIN DU CHÈQUE EN BLANC AUX MARCHANDS D'ARMES

- Conditionnalité stricte des financements publics : développement de l'emploi, respect des droits sociaux, contribution à la transition écologique.
- Interdiction des aides publiques pour les programmes destinés à l'export.
- Transparence totale sur les contrats passés avec l'État.

PLANIFICATION DE L'INVESTISSEMENT EN FONCTION DES BESOINS SOCIAUX ET ÉCOLOGIQUES

- Sortie d'une logique de marché pour la fabrication des armes afin de planifier la production selon les besoins réels du pays et des populations.
- Développement des filières industrielles intégrées (énergie, infrastructures, transition écologique, numérique) afin de réduire les dépendances extérieures stratégiques.

UN PÔLE PUBLIC NATIONAL DE LA DÉFENSE

- Structure publique unique, financée par l'impôt, intégrant les activités strictement essentielles aux prérogatives de la défense nationale garantissant la souveraineté de la France.
- Contrôle et droit de regard du Parlement de toute exportation de matériel militaire.
- Démocratie sociale : consultation systématique des salarié·es et de leurs représentant·es sur les orientations stratégiques, industrielles et technologiques du secteur.

Pour + d'infos

la cgt

cgt.fr

L'INDUSTRIE DE LA DÉFENSE EN CHIFFRES

UN POGNON DE DINGUE

Budget militaire français 2024 : 58,9 milliards €

70% depuis 2010

Progression des dépenses entre 2023 et 2024

militaire	santé	éducation
+ 7,5 %	+ 2,3%	+ 2,1%

LA SOUVERAINETÉ

65%
de la production militaire française destinée à l'export

55%
des importations militaires européennes en provenance des États-Unis

FAIBLE GAIN POUR LA SOCIÉTÉ...

Créations d'emplois avec un milliard d'euros :

15 000
emplois éducation

+/- 13 000
emplois transition écologique

+/- 7 000
emplois défense

Seules 6 à 8 % des innovations militaires trouvent un usage civil.

MAIS UNE MANNE POUR LE CAPITAL

Les commandes publiques (françaises et étrangères) représentent 90 % du chiffre d'affaires de l'industrie de la défense.

6 groupes captent **70 % des milliards dépensés** (Dassault Aviation, Thales, Safran, Naval Group, Airbus Defence & Space)

2,4 milliards de dividendes versés par Dassault, Thales et Naval Group en 2023 (autant que le budget annuel de l'AP-HP)